

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 08/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL PATEBEX

Route de Montréal
11150 Bram

Références : UID11/66-C3-2025-047
Code AIOT : 0018200025

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/10/2024 dans l'établissement SARL PATEBEX implanté Dominique 11170 Alzonne. L'inspection a été annoncée le 25/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL PATEBEX
- Dominique 11170 Alzonne
- Code AIOT : 0018200025
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ETS PATEBEX exploite la carrière d'Alzonne au lieu-dit "Dominique", depuis 2002. Elle a été ouverte afin d'alimenter les centrales à béton de la société et les chantiers de l'agglomération de Carcassonne.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Admission déchargement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande d'action corrective	1 mois
9	Dispositions préliminaires a l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 2.6.1.	Demande d'action corrective	1 mois
11	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18	Demande d'action corrective	1 mois
13	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article 1.2.2	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Champ d'application	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1	Sans objet
2	Admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2	Sans objet
3	Procédure acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
4	Interdiction dilution ou mélange	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4	Sans objet
6	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Sans objet
7	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Sans objet
8	RNDTS	Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE	Sans objet
10	Équipements abandonnés	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 1.7.2.	Sans objet
12	Déclaration de début d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 2.6.4.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a remis en conformité son installation conformément à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 décembre 2023. Certains points restent cependant à améliorer.

Il a été constaté des activités à l'extérieur du périmètre autorisé. L'exploitant devra cesser ces activités sur les parcelles section 0A n° 653 et n° 1084

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Champ d'application

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations relevant des régimes de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration des rubriques 2515, 2516, 2517 et aux installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.
Constats : L'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2022-053 du 17/11/2022 autorise la société Patebex à exploiter des activités au titre de la rubrique n° 2515 à enregistrement et n° 2517 à déclaration. Les activités n° 2516 et 2760 ne sont pas exercées sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : I. - Les installations visées à l'article 1er ne peuvent ni admettre ni stocker : - des déchets présentant au moins une des propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, notamment des déchets contenant de l'amiante comme les matériaux de construction contenant de l'amiante, relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets, les matériaux géologiques excavés contenant de l'amiante, relevant du code 17 05 03* de la liste des déchets et les agrégats d'enrobé relevant du code 17 06 05* de la liste des déchets ; - des déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ; - des déchets dont la température est supérieure à 60 °C ; - des déchets non pelletables ; - des déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de

<p>prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - des déchets radioactifs.</p> <p>II. - En outre, les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 ne peuvent ni admettre ni stocker les déchets provenant de la prospection, de l'extraction, du traitement et du stockage de ressources minières, y compris les matières premières fossiles et les déchets issus de l'exploitation des mines et carrières, y compris les boues issues des forages permettant l'exploitation des hydrocarbures.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'article 3.9.1 de l'arrêté préfectoral n° DREAL-UID11/66-C3-2022-053 du 17/11/2022 autorise uniquement l'admission de déchets inertes extérieurs ayant les codes déchets n° 17 05 04 "Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse" et N° 20 02 02 "Terres et pierres".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Procédure acceptation préalable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions.</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis une procédure d'acceptation d'inertes qui décrit la liste des déchets inertes acceptés sur le site, les fiches à remplir en cas d'acceptation ou de refus ainsi que les contrôles à réaliser.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre à jour la procédure en prenant en compte le refus de déchets d'enrobés bitumineux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Interdiction dilution ou mélange

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions.
Prescription contrôlée : Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange de déchets avec d'autres déchets ou produits dans le but de satisfaire aux critères d'admission mentionnés à l'article 3.
Constats : Aucune dilution des déchets n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Admission déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation. Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats : L'exploitant a indiqué effectuer un contrôle visuel lors du déchargement du camion. Cependant il a été constaté des déchets d'enrobés bitumineux, déchets non autorisés sur le site. Après l'inspection, l'exploitant a transmis des photos et un bordereau justifiant de l'enlèvement de ces déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra réaliser le déchargement des camions sur une aire dédiée et contrôler le type de déchets en fonction des codes déchets autorisés. Tout déchet autre que les terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (code 17 05 04) et les terres et pierres (code 20 02 02) ne sont pas autorisés sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes : - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
Constats : L'exploitant a transmis une copie d'un accusé d'acceptation au producteur des déchets contenant le tonnage et la date.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra rajouter la l'heure de réception des déchets sur l'accusé d'acceptation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registre d'admission

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : - l'accusé d'acceptation des déchets ; - le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; - le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis un registre d'admission des déchets où figure les références des bordereaux d'acceptation et le résultat du contrôle visuel. Le registre est correctement renseigné et il n'est pas indiqué de refus de déchets lors du contrôle visuel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : RNDTS

Référence réglementaire : Autre du 01/04/2021, article R.541-43- II du CE
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions
Prescription contrôlée : II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée.
Constats : L'exploitant a transmis un extrait du registre RNDTS listant le code déchet, la date de réception, les quantités, le nom du producteur et le nom du transporteur. Les codes déchets correspondent bien à ceux autorisés dans l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Dispositions préliminaires a l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 2.6.1.
Thème(s) : Autre, bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation. Ces bornes sur le terrain seront doublées de poteaux métalliques de deux mètres de hauteur peints en blanc ; un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté ; le cas échéant, des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des côtes mini et maxi et des différentes zones remises en état. Ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Lors de l'inspection, une partie des bornes étaient absentes dans les zones inspectées, notamment dans la partie sud de l'exploitation, et les poteaux de 2 m étaient manquants. L'exploitant a transmis par la suite des photos des bornes avec les poteaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de placer des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ainsi que des poteaux de 2 m.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Équipements abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 1.7.2.
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : Une partie des équipements abandonnés a été évacuée suite à l'inspection du 7/11/2023. L'exploitant a indiqué que les équipements non utilisés seraient remis en fonctionnement lors du commencement de l'extraction de l'extension sud début 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18
Thème(s) : Risques chroniques, ravitaillement et l'entretien des engins
Prescription contrôlée : [...] Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. [...]
Constats : Il a été constaté une dalle béton pour le ravitaillement des engins de chantier. Les eaux sont collectées vers un point bas relié à un débourbeur/déshuileur. Le point bas de l'aire de ravitaillement et le raccordement au débourbeur/Déshuileur ne sont pas étanches.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de rendre étanche la totalité de l'aire de ravitaillement des engins de chantier ainsi que le raccordement entre l'aire et le débourbeur/déshuileur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Déclaration de début d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/12/2022, article 2.6.4.
Thème(s) : Autre, Déclaration de début d'exploitation
Prescription contrôlée : Avant mise en service des installations, les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises. Avant la mise en service, l'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté. L'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation qui portera notamment sur : La réalisation du périmètre et du bornage (périmètre et nivellement) ; La mise en place des panneaux d'identification ; La réalisation du réseau de déviation des eaux pluviales ; La réalisation d'un réseau permanent de mesures de l'empoussièrement ; La mise en place des infrastructures nécessaires aux activités de la carrière : locaux, arrosage... ; L'aménagement d'une aire étanchée pour le stationnement et l'entretien des engins ;

Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'avait pas transmis la déclaration de début d'exploitation. Il a fourni en date du 7 octobre 2024 la déclaration signée comprenant les différentes informations réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2022, article 1.2.2
Thème(s) : Autre, Parcelles
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants : [...] Toute modification cadastrale est portée à la connaissance du préfet et de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté des activités sur la parcelle section 0A n° 653 (matériel, aire de ravitaillement, conteneurs) ainsi que sur la parcelle section 0A n° 1084 (bureau, parking). Ces parcelles ne font pas partie du périmètre autorisé de la carrière.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de cesser toute activité sur les parcelles section 0A n° 653 et n° 1084 ou de porter à la connaissance du préfet toute modification cadastrale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois